



La Commune



« L'ÉTAT NE TIENT QU'A UN FIL »... NOS SALAIRES AUSSI !

La Lettre de La Commune, supplément au n° 78 – samedi 22 décembre 2018



Les spécialistes en chronique comme Apathie s'affolent. La crise de la Police vient de rebondir, dans la foulée de la mobilisation en gilet jaune. Le pouvoir voudrait fondre cette mêlée ouverte dans la cocotte-minute d'un « grand débat national » mais, fautes de candidat, voici le Premier ministre acculé à piocher dans les recettes de Mélenchon : le tirage au sort. D'autres, parlant au nom des « gilets jaunes » tentent une porte de sortie, par un « RIC », autre gadget de Mélenchon qui ne manquera pas de s'en congratuler.

A ce stade, il est évident que tous les salariés, les pensionnés scrutent leur bulletin de paie, toutes et tous attendent la réindexation des salaires sur les prix, le relèvement de tous les salaires en niveaux de qualification. Les locataires en HLM, bien souvent, doivent faire face à des rappels de charge incompréhensibles. Voilà ce qu'a porté la mobilisation en gilet jaune. Plus personne n'entend en démordre.

Aucun gadget n'y fera rien, aucune diversion politicienne, aucune tractation pour on ne sait quelle liste de gauche ou écolo.

Plus personne ne veut continuer à vivre ainsi, plus personne ne supporte cette dispersion sociale, cette dégradation continue des conditions de vie, ces inégalités obscènes devant la loi comme devant l'impôt que symbolisent la suppression de l'ISF et la justice à plusieurs vitesses, les frais bancaires qui frappent les plus pauvres en un véritable racket...

Le pouvoir tente à présent d'éteindre lui-même l'incendie qu'il a lui-même allumé, il n'a pas trouvé de « corps intermédiaires » pour l'aider dans cette tâche. En même temps, il prévient : pas question de changer de cap, pas question de revenir sur la liquidation des régimes de retraite et de renoncer à un système de « retraite par point » qui se soldera par des pensions de misère ou la « retraite des morts ». Pas question de revenir sur la réforme de l'assurance-chômage qui obligerait un horticulteur à accepter un travail de plongeur dans un restaurant sans garantie de garder son emploi mais avec la certitude de perdre sa qualification initiale.

Le scénario n'avait pas été écrit de cette façon : les syndicats continueraient à se rendre aux convocations du gouvernement et de ses médiateurs pour étudier la réforme des retraites, il y aurait de la contestation au bout d'un certain temps, avec un ou deux temps forts puis la machine à voter se mettrait en route, la réforme serait votée. Or, une première irruption de masse s'est produite et, s'agissant des salaires, plus question d'attendre et ...plus question de parler d'autres choses. L'augmentation des salaires n'entraîne-t-elle pas automatiquement l'augmentation des fonds des caisses de retraite, d'assurance-chômage,

etc...De quoi assurer à toutes et à tous des allocations de retour à l'emploi et des pensions de retraite décentes pour toutes et tous, sans oublier les pensions de reversions.

Nous sommes en fait en pleine ...lutte de classes : tout ce dont nous avons besoin sera arraché au détriment des capitalistes, des banquiers et des spéculateurs, de leurs profits. Cela a été, cela est et cela sera, tant que les capitalistes, les banquiers et les spéculateurs seront les propriétaires des grands moyens de production, de crédit et d'échange, tant que l'économie ne sera pas réglée selon les besoins de la population et de la nature.

Pour l'heure, l'urgence commande de faire place à nos salaires, à nos emplois, à nos qualifications, mais aussi à la diminution des impôts des artisans, petits commerçants, médecins de ville, architectes et agriculteurs qui, pas plus que les salariés, ne sont responsables de la crise qui est, rappelons-le, la crise du capitalisme.

Samedi 22 décembre 2018

Modifié le samedi 22 décembre 2018

Voir aussi dans la catégorie Lettre de la Commune - Chronique Hebdo

LA POWDRIERE

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 117 - Jeudi 12 septembre 2019 Les manifestations en Gile' Jaune ont nettement repris leur cours, ce dernier samedi, malgré cette répression dictée par... >>

« QU'ON N'ACCUSE PAS LA POLICE D'AVOIR TUÉ QUELQU'UN » ! LES MENACES DE CASTANER

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 116 - Mardi 3 septembre 2019 Castaner-Macron menacent celles et ceux qui rapportent les VRAIES NEWS sur les conséquences de la répression qu'ils ont... >>

Lettre ouverte aux syndicalistes de la CGT

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 115 - Mardi 27 août 2019 La CGT connaît une des plus grandes crises de son histoire. Trop souvent selon nous, cette crise est attribuée à la... >>

Comment meurt un sans abri – OÙ VA LA POLICE ?

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 114 - Mardi 21 août 2019 C'est un sans-abri désespéré. Ce se passe à Menton, en pleine saison touristique. Ses veines sont tailladées au niveau... >>

Chronique d'une chute de régime – Août 2019

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 113 - Dimanche 11 août 2019 Quand un régime politique crève, ce n'est pas beau à voir. Les coups pleuvent drus, dans tous les sens du terme. Cette... >>

« UNE AFFAIRE D'ÉTAT »

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 112 - Dimanche 4 août 2019 D'abord, il y a la stupeur, le choc, la tristesse. Le Premier ministre y coupe court, sèchement et lâchement..... >>

